



# Rendez-vous salarial dans la fonction publique... Une déception qui appelle à la mobilisation !

dimanche 22 octobre 2017, par [Bariaud](#)

## Rendez-vous salarial dans la fonction publique...



**Une déception  
qui appelle  
à la mobilisation !**

Gérald Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes publics, a reçu lundi 16 octobre les représentants des syndicats de fonctionnaires pour un « rendez-vous salarial », ceci une semaine après la forte mobilisation unitaire du 10 octobre, qui a vu descendre dans la rue plus de 400 000 personnes.

Dans ce contexte, les attentes pouvaient être fortes. Lors de cette journée, les syndicats de fonctionnaires (et agents publics, dont les enseignant-e-s du privé), la CGT en tête, souhaitent défendre le service public et donc s'opposer à la suppression des 120 000 postes, entraînant de fait une baisse de la qualité du service rendu. Nous demandons également le retrait du jour de carence, la fin du gel du point d'indice ainsi qu'une clarification sur la compensation de perte de pouvoir d'achat suite à la hausse prévue de la CSG.

**C'est sans surprise pour nous que l'ensemble des syndicats est ressorti « déçu » de cette rencontre.**

La modification du calendrier avait été évoquée dès juillet, et le ministre a confirmé le report d'un an du PPCR (le fameux projet de revalorisation de nos carrières). La CGT n'avait pas signé dès le départ cet accord, jugeant insuffisant à l'époque, et dérangé un projet qui n'avait pas été budgété dans le temps. Nous estimons qu'il pouvait être remis en cause à tout moment par un nouveau gouvernement. La réalité nous a malheureusement donné raison. Les négociations peuvent plier, ils ne sont bien fait avec... et les personnels avec eux !

Ainsi, en 2018, ce sera une « année blanche », permettant une économie de 800 millions pour l'Etat. Malheureusement, le ministre a assuré que le PPCR serait appliqué sur le quinquennat. Les personnels n'ont engagé que ceux qui y croient... Par ailleurs, il a annoncé que la CPPI (la Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat) serait appliquée en 2017. Jusqu'à présent, le décret n'est toujours pas sorti !

La compensation de la hausse de 1,7 point de la CSG doit être compensée par une prime, à l'opposé de nos revendications : la CGT ne réclame pas des primes, elle veut des hausses de salaires ! Cette prime serait rétroactive en 2018, et après 7 M€ par an.

Daphnée Talbot (secrétaire générale de la Fédération CGT des services publics, 1<sup>er</sup> syndicat de la fonction publique) : « Je regrette que « les fonctionnaires jouent les sacrifiés de ce gouvernement. Emmanuel Macron est bien le président des riches et il n'est en aucun cas celui des agents publics. »

Pour la CGT Enseignement Privé, toutes les mesures négatives qui conduisent à la perte de pouvoir d'achat des salariés et à la dégradation de leurs conditions de travail doivent être combattues.

Cet échec ouvre donc la perspective d'une nouvelle mobilisation unitaire encore plus forte face à ce gouvernement à la politique libérale assumée, pour que la fonction publique n'est qu'un mirage.



**Pour macron et son gouvernement, les fonctionnaires et agents publics ne sont finalement pas des présens de santé !**

CGT Enseignement Privé - 363 rue de Paris - Case 544 - 93515 Montreuil Cedex  
Tél. : 01.42.26.55.21 - e-mail : contact@cgt-ep.org - [www.cgt-ep.org](http://www.cgt-ep.org)

Gérald Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes publics, a reçu lundi 16 octobre les représentants des syndicats de fonctionnaires pour un « rendez-vous salarial », ceci une semaine après la forte mobilisation unitaire du 10 octobre, qui a vu descendre dans la rue plus de 400 000 personnes.

Dans ce contexte, les attentes pouvaient être fortes. Lors de cette journée, les syndicats de fonctionnaires (et agents publics, dont les enseignant-e-s du privé), la CGT en tête, souhaitent défendre le service public et donc s'opposer à la suppression des 120 000 postes, entraînant de fait une baisse de la qualité du service rendu. Nous demandons également le retrait du jour de carence, la fin du gel du point d'indice ainsi qu'une clarification sur la compensation de perte de pouvoir d'achat suite à la hausse prévue de la CSG.

C'est sans surprise pour nous que l'ensemble des syndicats est ressorti « déçu » de cette rencontre.

La modification du calendrier avait été évoquée dès juillet, et le ministre a confirmé le report d'un an du PPCR (le fameux projet de revalorisation de nos carrières). La CGT n'avait pas signé dès le départ cet

accord, jugé insuffisant à l'époque, et dénonçait un projet qui n'avait pas été budgété dans le temps. Nous estimions qu'il pouvait être remis en cause à tout moment par un nouveau gouvernement. La réalité nous a malheureusement donné raison. Les signataires peuvent pleurer, ils se sont bien fait avoir... et les personnels avec eux !

Ainsi, en 2018, ce sera une « année blanche », permettant une économie de 800 millions pour l'État. Néanmoins, le ministre a assuré que le PPCR serait appliqué sur le quinquennat. Les promesses n'engagent que ceux qui y croient... Par ailleurs, il a annoncé que la GIPA (« Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat ») serait appliquée en 2017. Jusqu'à présent, le décret n'est toujours pas sorti !

La compensation de la hausse de 1,7 point de la CSG quant à elle devrait être compensée par une prime, à l'opposé de nos revendications : la CGT ne réclame pas des primes, elle veut des hausses de salaire ! Cette prime serait réactualisée en 2019, et après ? Mystère...

Baptiste Talbot (secrétaire général de la fédération CGT des services publics, 1er syndicat de la fonction publique) , a regretté que « les fonctionnaires [soient] les sacrifiés de ce gouvernement. Emmanuel Macron est bien le président des riches et il n'est en aucun cas celui des agents publics. »

Pour la CGT Enseignement Privé, toutes les mesures régressives qui conduisent à la perte de pouvoir d'achat des salariés et à la détérioration de leurs conditions de travail doivent être combattues.

Cet échec ouvre donc la perspective d'une nouvelle mobilisation unitaire encore plus forte face à ce gouvernement à la politique libérale assumée, pour qui la fonction publique n'est qu'un fardeau.

Pour macron et son gouvernement, les fonctionnaires et agents publics ne sont finalement pas des premiers de cordée !